



# Conseil économique et social

Distr. générale  
29 février 2016  
Français  
Original : anglais/français

## Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2016

23 mai-1<sup>er</sup> juin et 10 juin 2016

### Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général\*

Additif

## Table des matières

	<i>Page</i>
1. Fondation non gouvernementale Vernadsky pour l'écologie .....	3
2. Groupement d'appui aux initiatives économiques des femmes .....	4
3. Institut Lassalle .....	5
4. International Forum for Child Welfare .....	7
5. Kadın Adayları Destekleme ve Eğitim Derneği .....	8
6. Karamah: Muslim Women Lawyers for Human Rights .....	9
7. Kurdistan Reconstruction and Development Society .....	10
8. Leadership Conference on Civil Rights Education Fund .....	12
9. Ligue islamique mondiale .....	13
10. Mission Internationale Rescue Foundation .....	14
11. National Association of Community Legal Centres .....	15

\* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12. Network Movement for Justice and Development . . . . .	17
13. New Seminary . . . . .	18
14. Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel (Section de l'Inde du Sud) . . . . .	20
15. Plateforme européenne des femmes d'Irlande du Nord . . . . .	21

## 1. Fondation non gouvernementale Vernadsky pour l'écologie

### Statut consultatif spécial : 2003

#### Introduction

Créée en 1995, la Fondation non gouvernementale Vernadsky pour l'écologie s'efforce de réaliser un développement socio-économique durable de la société axé sur l'environnement, sur la base du patrimoine scientifique de l'académicien Vladimir Ivanovitch Vernadsky.

#### Objectifs et mission

La Fondation vise à :

- Promouvoir les principes fondamentaux du développement durable;
- Favoriser le développement et la promotion du patrimoine scientifique de l'académicien Vladimir I. Vernadsky;
- Améliorer la performance environnementale dans la Fédération de Russie; et
- Renforcer la coopération internationale dans le domaine du développement socio-économique, de la protection de l'environnement, de l'efficacité énergétique, de la gestion environnementale, de l'innovation et de l'éducation.

#### Changements à signaler

L'organisation a étendu ses activités au Kazakhstan et à la République tchèque.

#### Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

#### Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants ont participé à :

- La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro au Brésil;
- La trente-sixième session du Comité du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du 24 juin au 6 juillet 2012 à Saint-Pétersbourg en Russie; et à la trente-septième session, du 16 au 27 juin 2013 à Phnom Penh;
- La trente-septième session de la Conférence générale de l'UNESCO, en novembre 2013 à Paris; et
- Les cinquième et sixième sessions du Groupe de travail sur les objectifs de développement durable, du 25 au 27 novembre et du 9 au 13 décembre 2013, respectivement.

#### Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation a collaboré avec le Centre d'information des Nations Unies à Moscou sur les questions environnementales et de développement durable. Elle a

parrainé la première Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable, du 22 au 25 mai 2013 à Khanty-Mansiysk en Russie. La conférence a été co-organisée par la Commission de la Fédération de Russie pour l'UNESCO.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

La Fondation s'est employée à assurer un environnement durable et à développer un partenariat mondial pour le développement. Elle a contribué à l'amélioration de la législation environnementale nationale et à l'échange des meilleures pratiques, et a mené des événements sur l'éducation écologique et le développement durable avec l'appui de l'UNESCO. En 2014, elle a mené, sous les auspices de l'UNESCO, son projet international « Vernadsky Parallels » en Russie, en Ukraine, en France, en Allemagne et en République tchèque. En 2013, elle a organisé des événements consacrés à la recherche scientifique pour les jeunes chercheurs.

## **2. Groupement d'appui aux initiatives économiques des femmes**

### **Statut consultatif spécial : 1999**

#### **Introduction**

Le Groupement d'appui aux initiatives économiques des femmes a été créé en 1992. Il a pour but de promouvoir la femme, l'égalité des sexes et la protection de l'intégrité physique et morale de la femme et de l'enfant au Mali.

#### **Objectifs**

Les objectifs de l'organisation sont de promouvoir le développement socio-économique de la femme et de l'enfant par la recherche et la participation aux études relatives aux activités des femmes et à leur environnement socioculturel; réunir toutes bonnes volontés pour appuyer, valoriser et exécuter des initiatives collectives ou individuelles de promotion de la femme; et combattre toute forme d'injustice à l'égard de la femme et de l'enfant.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Durant la période 2011-2014, l'organisation a mis en place et assuré le suivi des projets suivants au Mali :

- Construction d'une école de 6 classes à Kawerla. Ce projet a eu un impact très positif puisque plus de 80 % des filles vont à l'école;
- Formation en aviculture des femmes de Dougouwolofila;
- Formation en technique d'embouche pour les femmes dans le cercle de Banamba et à Kawerla, qui a permis l'augmentation des revenus, l'amélioration de l'alimentation de la population et la diminution des maladies ovines;

- Scolarisation des filles démunies de Gariboubougoufiè; et
- Évaluation sur la fréquentation du centre de santé de Sabalibougou.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune information fournie.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Le Groupement d'appui aux initiatives économiques des femmes a notamment coopéré avec le Conseil économique et social, la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales, et de nombreuses organisations non gouvernementales dans le cadre de la lutte contre la désertification et la préparation du programme de développement pour l'après-2015.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a participé à plusieurs séminaires de formation dans les domaines suivants :

- Adaptation des systèmes de production avicole au contexte du changement climatique;
- Connaissance des mécanismes de coopération au niveau sous régional, régional, et international;
- Participation des femmes à la société civile et aux élections 2013-2014; et
- Sensibilisation et suivi des enfants victimes de trafic.

### **3. Institut Lassalle**

#### **Statut consultatif spécial : 2003**

##### **Introduction**

Créé en 1995, l'Institut Lassalle est une institution importante dans le domaine du Zen, de l'éthique et du leadership. Il s'adresse aux décideurs du monde des affaires, de la politique et d'autres secteurs de la société, en insistant sur une éthique ancrée dans la conscience holistique.

##### **Objectifs et mission**

L'Institut promeut les valeurs éthiques, la culture et le développement social à travers des séminaires, des conférences, un accompagnement, des recherches et des cours.

##### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Des ateliers et une réunion d'experts sur la coopération transfrontalière ont été organisés dans le cadre du projet de Jérusalem entre 2011 et 2013. Il s'en est suivi le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement à la constitution de réseaux en faveur du développement urbain pour la Palestine à Jérusalem-Est (État de Palestine). L'organisation a tenu sa deuxième conférence internationale annuelle, Jerusalem–Open City for Learning World Peace, en présence de politiciens et de représentants d'Israël et d'Europe. Des ateliers interconfessionnels et interculturels ont été organisés, du 12 au 14 novembre 2012 à Jérusalem, pour les résidents de Jérusalem et ses environs.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- La trente-troisième session du Comité d'information de l'Assemblée générale, tenue à New York du 28 avril au 3 mai 2011;
- Divers ateliers et réunions en marge du cours « GEIST and Leadership » de l'Institut Lassalle, du 27 mai au 1<sup>er</sup> juin 2012, au siège des Nations Unies, à New York; et
- Diverses rencontres et constitution de réseaux avec les institutions des Nations Unies et les représentants nationaux en marge du cours « Zen and Profession » de l'Institut Lassalle, du 14 au 19 avril 2013 et le 4 avril 2014, au siège des Nations Unies, à New York.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Au cours de la période considérée, l'Institut Lassalle a coopéré avec les Nations Unies à travers le projet « Coopération transfrontalière : un projet israélo-palestinien », qui vise à promouvoir une culture de paix à Jérusalem. Les activités comprenaient un atelier d'experts à l'Institut européen de l'Université de Bâle en Suisse, organisé en mars 2011, 2012 et 2013. En novembre 2012, l'Institut a organisé la Conférence israélo-palestino-européenne à Jérusalem.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Avec son projet « The Future Leaders Forum », conduit à Bad Schönbrunn en Suisse, de 2011 à 2012, l'Institut a sensibilisé et habilité de jeunes dirigeants potentiels de plusieurs pays au règlement des problèmes mondiaux, tout en soulignant l'importance de la gouvernance mondiale et des Nations Unies. Il a favorisé la réalisation des principes de la Charte des Nations Unies à travers plusieurs réunions au cours de la période considérée avec les représentants du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat à Jérusalem-Est, les membres du Programme des Nations Unies pour le développement, et le Ministère suisse des Affaires étrangères à Jérusalem, et à Doha.

## **4. International Forum for Child Welfare**

### **Statut consultatif spécial : 1995**

#### **Introduction**

Créé en 1989, International Forum for Child Welfare est une organisation non gouvernementale internationale qui œuvre pour la promotion des droits et du bien-être des enfants dans le monde.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation s'efforce d'aider les organismes membres à offrir des services aux enfants, aux jeunes et à leurs familles dans leur propre domaine d'activité par le renforcement des capacités. Elle agit essentiellement comme une organisation virtuelle, mettant à profit les méthodes modernes de communication pour atteindre les organisations de protection de l'enfance à l'échelle mondiale.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

La Convention relative aux droits de l'enfant oriente le travail de l'organisation. Celle-ci organise régulièrement son forum mondial, au cours duquel des organisations non gouvernementales nationales, nouvelles ou bien établies, en charge de la protection de l'enfance partagent les réussites et les défis actuels et se prêtent une assistance technique mutuelle pour permettre à chaque organisation non gouvernementale de mieux appliquer la Convention relative aux droits de l'enfant dans son pays, sa culture et sa société.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune information fournie.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation fournit des témoignages sur les questions relatives au bien-être de l'enfant à l'échelle internationale. Le 17 octobre 2013, International Forum for Child Welfare et Committee for Hispanic Children and Families ont coparrainé une réunion-débat et un forum sur les droits et le bien-être négligés des enfants et des jeunes migrants. Des experts ont discuté des causes de la migration des enfants; des conditions qui favorisent la traite des enfants; des conséquences émotionnelles et psychologiques pour ces enfants; et des responsabilités des gouvernements, des organisations internationales, des organisations communautaires et des organisations non gouvernementales pour trouver des solutions à ces problèmes.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation collabore avec des organisations membres pour améliorer leur capacité à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

## **5. Kadın Adaylari Destekleme ve Eğitim Derneği**

### **Statut consultatif spécial : 2011**

#### **Introduction**

Kadın Adaylari Destekleme ve Eğitim Derneği est une organisation turque qui défend la représentation équitable des femmes et des hommes dans tous les domaines de la vie, comme une condition préalable de la démocratie.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation vise à sensibiliser à l'égalité entre les femmes et les hommes pour obvier à la domination masculine dans la vie sociale et politique; à éliminer les obstacles économiques, sociaux, culturels et juridiques rencontrés par les femmes politiques; à autonomiser les femmes en général pour les encourager à devenir visibles dans leurs domaines d'activité; à renforcer la coopération et la collaboration entre les femmes dans les partis politiques; et à mener des activités de sensibilisation, de plaidoyer, de mobilisation, d'organisation, de solidarité et de formation.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Entre 2013 et 2014, l'Union européenne a financé l'organisation pour la mise en œuvre du projet sur l'autonomisation des femmes activistes et citoyennes en tant qu'électrices et citoyennes actives, qui visait à améliorer la capacité des femmes actives dans les organisations de la société civile locale.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune information fournie.

#### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Aucune information fournie.

#### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a mené les initiatives suivantes :

- L'autonomisation de plus de 500 femmes et la préparation de leur candidature par l'intermédiaire des écoles politiques de l'organisation;
- La sensibilisation, la mobilisation et la formation directes en vue de transformer les partis politiques dominés par les hommes en partis favorables aux femmes;
- La conduite de campagnes électorales, lors des élections générales et locales, pour faire pression sur les partis politiques dans le but d'intégrer des candidates, et de sensibiliser davantage le public à l'égalité des sexes; et

- La présentation de propositions et d’amendements concernant la Constitution, les lois électorales et d’autres lois par la voie de comités, de plateformes et de rencontres directes avec les politiciens.

## **6. Karamah : Muslim Women Lawyers for Human Rights**

### **Statut consultatif spécial : 2011**

#### **Introduction**

Karamah : Muslim Women Lawyers for Human Rights envisage un monde dans lequel tous les êtres humains, sans considération de genre ou autre, jouissent de leur droit divin à la dignité.

#### **Objectifs et mission**

L’organisation est déterminée à promouvoir les droits de l’homme à l’échelle mondiale, en particulier l’égalité des sexes, la liberté religieuse et les droits civils aux États-Unis d’Amérique. Elle poursuit sa mission par l’éducation, l’information juridique et la sensibilisation.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Pendant la période considérée, l’organisation :

- A organisé une réunion-débat au Church Center for the United Nations à New York, le 1<sup>er</sup> mars 2011, à l’occasion de la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme. Cet événement a permis d’analyser comment les modèles économiques islamiques ont habilité les femmes musulmanes à diriger les efforts pour éliminer la pauvreté et la faim;
- A mené des activités de sensibilisation aux droits des femmes et à l’Islam au sein des communautés diplomatiques et de la société civile auprès des Nations Unies;
- A fourni une plateforme sur les droits des femmes et l’Islam consacrée à l’accès des femmes à l’éducation pour favoriser l’autonomisation financière, et la position positive du prophète Mohammad à l’égard des activités intellectuelles et professionnelles des femmes; et
- A présenté un atelier au cours de la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, le 10 mars 2014, exposant une étude de cas sur la situation belge quant à l’interdiction du port du voile dans l’espace public flamand.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune information fournie.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Aucune information fournie.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a favorisé la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3 en élaborant des programmes éducatifs intensifs et novateurs qui dotent les femmes musulmanes des outils et des compétences dont elles ont besoin pour devenir des leaders dynamiques dans leurs communautés. Ces programmes de formation varient d'ateliers de courte durée (un à trois jours) à un programme d'été de trois semaines en droit et en leadership. Le programme d'été permet aux participants de mieux appréhender et défendre l'égalité des droits entre les sexes dans le cadre de leur religion et de leurs communautés respectives. Il renforce leur confiance et leur capacité à se diriger eux-mêmes et leurs pairs et leur permet de comprendre comment aborder les situations qui peuvent provoquer des tensions ou des conflits.

## **7. Kurdistan Reconstruction and Development Society**

### **Statut consultatif spécial : 2007**

#### **Introduction**

Kurdistan Reconstruction and Development Society est une organisation humanitaire indépendante basée au gouvernorat de Dohuk, dans la région du Kurdistan (République d'Iraq). Elle concentre ses efforts de reconstruction et de développement dans les trois gouvernorats de la région administrée par le Gouvernement régional du Kurdistan.

#### **Objectifs et mission**

Le principal objectif de l'organisation consiste à répondre aux besoins de reconstruction et de développement de la région du Kurdistan après une catastrophe naturelle, une catastrophe anthropique, ou un conflit.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Kurdistan Reconstruction and Development Society a contribué aux activités des Nations Unies à travers des cours de formation professionnelle; des projets visant à répondre aux besoins urgents des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays; la construction de l'infrastructure des camps et la réhabilitation de l'infrastructure hors des camps; et la hiérarchisation des priorités en matière d'emploi des personnes déplacées dans leur propre pays, des réfugiés (le plus souvent une main-d'œuvre non qualifiée) et de la population kurde locale, en offrant un grand nombre de possibilités d'emploi à court et long termes.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

L'organisation a participé à la réunion du Plan de gestion régionale de la situation des réfugiés du groupe thématique de l'ONU, tenue en 2013 à Amman, et à la réunion consultative annuelle du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, dans la perspective de la planification du programme 2015 des personnes déplacées dans leur propre pays et des réfugiés en Irak, du 17 au 19 juin 2014 à Genève. En 2014, elle a également participé à la Conférence de planification stratégique du groupe thématique de l'ONU pour l'intervention en faveur des personnes déplacées et des réfugiés dans la région du Kurdistan.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Au cours de la période considérée, l'organisation a mis en œuvre les projets suivants dans les gouvernorats de Dohuk, d'Erbil et de Sulaimaniyah en République d'Iraq :

- La construction d'infrastructures de huit camps de réfugiés et leur entretien, en collaboration avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, entre 2012 et 2014;
- La mise en œuvre des projets d'aménagement hydraulique au titre du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'un programme d'éducation à l'hygiène dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées dans leur propre pays dans les communautés locales, en 2013 et 2014; et
- La mise en œuvre du projet de génération de revenus financé par le Programme de développement des Nations Unies au profit des habitants des camps de personnes déplacées dans leur propre pays de Baharke et de Domiz, en 2014.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Kurdistan Reconstruction and Development Society a favorisé la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement suivants :

- L'objectif du Millénaire pour le développement n° 1 : en employant 8 000 personnes entre 2011 et 2014;
- L'objectif du Millénaire pour le développement n° 2 : en construisant une école dans les camps de réfugiés d'Arbad, et en réhabilitant 33 écoles dans les gouvernorats de Dohuk et d'Erbil;
- L'objectif du Millénaire pour le développement n° 3 : en atteignant 2 451 bénéficiaires indirects (les autres membres de la famille, par exemple) grâce à ses programmes de sensibilisation; et
- L'objectif du Millénaire pour le développement n° 7 : en alimentant 61 331 familles en eau potable salubre.

## **8. Leadership Conference on Civil Rights Education Fund**

### **Statut consultatif spécial : 2011**

#### **Introduction**

Leadership Conference on Civil Rights Education Fund vise à renforcer la compréhension du public aux États-Unis d'Amérique afin que le pays puisse atteindre ses grands idéaux. L'organisation sensibilise le public aux droits civils et humains contemporains et favorise l'appréciation de la diversité des peuples.

#### **Objectifs et mission**

L'organisation sert de centre d'échange sur les questions des droits civils aux États-Unis. Elle s'assure de l'application par le Gouvernement fédéral des lois sur les droits civils, des décisions de la Cour suprême et des initiatives législatives; surveille l'exécution par les États-Unis de leurs obligations conventionnelles internationales des droits de l'homme; et élabore des documents pour les médias et le public. L'organisation parraine des conférences et des colloques, et organise des campagnes d'éducation sur les droits civils.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation a publiquement soutenu la participation des États-Unis au Conseil des droits de l'homme. Elle s'est également employée à sensibiliser davantage le public américain aux avantages et à l'importance de la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Des représentants ont participé aux réunions suivantes :

- L'examen périodique universel des États-Unis au Conseil des droits de l'homme, en novembre 2010 à Genève;
- L'examen du quatrième rapport périodique des États-Unis par le Comité des droits de l'homme sur ses obligations en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en mars 2014 à Genève;
- La cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, tenue en mars 2014 à New York;
- Des manifestations parallèles organisées par le Comité des ONG sur la condition de la femme sur une nouvelle initiative aux États-Unis portant sur les villes en faveur de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en mars 2014 à New York; et
- L'examen des États-Unis au cours de la quatre-vingt-cinquième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, en août 2014 à Genève.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation a élaboré des rapports de fond sur l'exécution par les États-Unis de leurs obligations dans le domaine des droits de l'homme, notamment en vertu des traités ratifiés, et les a largement diffusés auprès des États Membres.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

Aucune information fournie.

## **9. Ligue islamique mondiale**

### **Statut consultatif général : 1979**

#### **Introduction**

La Ligue islamique mondiale a été créée en Arabie Saoudite en 1964 pour engager un dialogue interconfessionnel, lutter contre l'extrémisme religieux, promouvoir les droits de l'homme, éliminer l'analphabétisme et aider les nécessiteux à travers le monde.

#### **Objectifs et mission**

Pour atteindre ses objectifs, la Ligue islamique mondiale organise des conférences et des séminaires internationaux, notamment : la conférence interconfessionnelle en 2011 dans la Province chinoise de Taiwan; la conférence sur les droits de l'homme en 2013 à La Mecque en Arabie saoudite; et le séminaire sur l'éducation en 2013 à Sydney en Australie. Elle accueille également des organisations spécialisées se consacrant à des projets essentiels, notamment l'Organisation internationale islamique de secours, qui a fourni une aide dans plus de 55 pays, comprenant les régions les plus sinistrées dans le monde à l'instar de la République arabe syrienne, du Pakistan, de l'Inde, du Bangladesh, du Soudan, de la République d'Iraq, de l'Albanie et de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

La Ligue islamique mondiale a contribué directement ou par l'intermédiaire de ses filiales aux activités suivantes :

- Des programmes éducatifs spéciaux organisés par Physicians Across Continents en août 2015 au profit de 42 000 orphelins syriens, et la fourniture de soins médicaux gratuits à plus de 750 000 patients dans plus de 20 pays;
- Le forage de plus de 2 974 puits dans le monde en 2012, la distribution de 931,5 tonnes de riz et de 810 tonnes de blé, aidant plus de 40 500 familles à Addis-Abeba; et
- L'exécution de 24 projets de secours dans 11 pays, aidant 304 417 personnes.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Des représentants ont participé à :

- La soixante-dixième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, du 4 au 8 août 2014 à Bangkok; et
- La cinquième session du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, du 30 juillet au 1<sup>er</sup> août 2014 à New York.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Aucune information fournie.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

La Ligue islamique mondiale a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n° 1, 2, 3 et 8, en :

- Prenant en charge plus de 89 000 orphelins;
- Exploitant et en appuyant, par l'intermédiaire de ses organisations affiliées, 54 institutions et programmes d'éducation au profit de 56 125 étudiants dans 34 pays;
- Lançant un projet intitulé « Female Entrepreneurs » pour l'autonomisation des femmes dans la société; et
- Réalisant 9 projets de développement humain dans 8 pays au profit de 456 000 personnes.

## **10. Mission International Rescue Foundation**

### **Statut consultatif spécial : 2007**

#### **Introduction**

Mission International Rescue Foundation vise à aider les enfants et les familles mal desservis en République dominicaine, en mettant l'accent sur l'éducation.

#### **Objectifs et mission**

La mission de l'organisation consiste à fournir des services éducatifs aux enfants et aux adultes nécessiteux dans la région du Sud-Est de la République Dominicaine. Pour atteindre cet objectif, l'organisation leur offre des formations professionnelles en arts culinaires, en comptabilité, en ingénierie électrique, en ingénierie mécanique et en réfrigération. Ces programmes leur permettent de trouver un emploi peu de temps après l'obtention du diplôme d'études secondaires.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation s'emploie à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement en offrant aux enfants l'éducation dont ils ont besoin pour réussir.

**Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune information fournie.

**Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Mission International Rescue Foundation a été en contact avec la Fondation pour les Nations Unies en vue de l'éventuelle organisation d'un sommet en République dominicaine.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation estime que ses programmes et ses formations contribuent à l'élimination de la pauvreté en augmentant le nombre d'enfants admis dans ses écoles chaque année. L'organisation continue à collecter des fonds. Les contributions reçues sont utilisées pour construire davantage de salles de classe et recruter plus d'enseignants.

**11. National Association of Community Legal Centres****Statut consultatif spécial : 2003****Introduction**

National Association of Community Legal Centres rassemble les centres juridiques communautaires en Australie. Ses membres sont les associations étatiques et territoriales des centres juridiques communautaires qui représentent plus de 200 centres à travers l'Australie. Les centres juridiques communautaires fournissent des conseils et des services juridiques aux membres vulnérables et défavorisés de la communauté et s'engagent en faveur de l'intérêt public.

**Objectifs et mission**

L'organisation s'emploie à garantir aux communautés australiennes leurs droits, l'équité et l'égalité.

**Changements à signaler**

L'association constituée National Association of Community Legal Centres est devenue une société limitée par garantie, dotée d'un conseil d'administration et d'un conseil consultatif. Elle conserve son enregistrement comme association caritative.

**Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation contribue aux activités des Nations Unies, directement et par l'intermédiaire des centres juridiques communautaires en Australie, par :

- La recherche et la contribution à l'élaboration des politiques, afin de protéger et de promouvoir les droits fondamentaux des personnes défavorisées, et d'assurer l'exécution par l'Australie de ses obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme;
- L'aide psychosociale individualisée directe pour protéger et défendre les droits juridiques des personnes défavorisées;
- La coordination de l'engagement de la société civile, des consultations préliminaires et des ateliers au cours de l'examen périodique universel de l'Australie; et
- La fourniture d'avis au Gouvernement australien sur les rapports, notamment les dix-huitième et vingtième rapports combinés de l'Australie en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Des représentants ont participé aux réunions suivantes :

- Les cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York en 2012, 2013 et 2014, respectivement;
- Les quatrième, cinquième et sixième sessions du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, à New York en 2013, 2014 et 2015, respectivement; et
- L'atelier du Département des affaires économiques et sociales et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique sur l'intégration sociale et les droits des personnes âgées dans la région Asie-Pacifique, du 30 septembre au 2 octobre 2014 à Bangkok.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

En avril 2012, l'organisation a participé au voyage d'étude du Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes en fournissant des informations sur les dispositions juridiques à prendre pour lutter contre la violence contre les femmes. En août 2012, elle a coordonné un exposé au Comité des droits de l'homme avant la présentation du sixième rapport périodique de l'Australie. En 2013, elle a pris part à la consultation publique du Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur les droits des personnes âgées. L'organisation a fourni des informations au Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes sur les changements apportés aux lois d'indemnisation des victimes, et a défendu la liberté d'expression et la situation des défenseurs des droits de l'homme sur les propositions de lois anti-protestation dans l'État australien de Tasmanie.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a favorisé la réalisation des objectifs suivants :

- L'objectif du Millénaire pour le développement n° 1 : au moyen d'exposés, d'actions de sensibilisation et de l'aide psychosociale individualisée directe

par les centres juridiques communautaires luttant contre la discrimination contre les femmes et les personnes handicapées;

- L'objectif du Millénaire pour le développement n° 3 : en soutenant le travail des services juridiques de la femme à travers l'Australie et en s'engageant auprès de la Commission de la condition de la femme; et
- L'objectif du Millénaire pour le développement n° 7 : en appuyant le travail des Bureaux de défenseurs de l'environnement.

## **12. Network Movement for Justice and Development**

### **Statut consultatif spécial : 2007**

#### **Introduction**

Network Movement for Justice and Development est une organisation de défense des droits de l'homme créée en 1988 à Kenema en Sierra Leone. Elle exerce son activité dans toutes les régions du pays et dispose de bureaux opérationnels dans six districts.

#### **Objectifs et mission**

Network Movement for Justice and Development vise à créer une société juste et autonome en Sierra Leone, où les individus et les communautés vivent dans la dignité, et sans peur ni discrimination fondée sur le sexe, la race, la foi et le statut socio-économique et politique. L'organisation soutient et renforce la capacité des organisations de la société civile à mettre à contribution les individus, les communautés, les gouvernements et les autres acteurs pour transformer la société.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

Pendant la période considérée, l'organisation a :

- Formé des assistants juridiques, notamment sur les trois lois de 2012 relatives à l'égalité des sexes, en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme dans les communautés locales;
- Favorisé la tenue de forums de responsabilisation périodiques dans des chefferies opérationnelles dans les districts de Bo et de Pujehun;
- Procédé, en collaboration avec le National Elections Watch, à la surveillance de tous les processus électoraux dans le pays;
- Contribué à la lutte contre le virus Ebola; et
- Organisé un forum national de la société civile pour discuter et élaborer des stratégies pour un activisme d'intérêt public effectif.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Des représentants ont participé aux réunions suivantes :

- L’atelier organisé par l’Union africaine et la Commission économique pour l’Afrique, les 9 et 10 décembre 2011 à Addis-Abeba;
- La deuxième Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur des ressources minérales, organisée par la Commission de l’Union africaine et la Commission économique pour l’Afrique du 12 au 16 décembre 2011 à Addis-Abeba; et
- Le séminaire de haut niveau de la société civile sur la paix et la stabilité, organisé par le Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest du 26 au 28 mars 2012 à Abidjan en Côte d’Ivoire.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Network Movement for Justice and Development a reçu une subvention de deux ans du Fonds des Nations Unies pour la démocratie pour renforcer les capacités de la société civile en Sierra Leone. L’organisation est membre du Forum consultatif de la société civile du Programme des Nations Unies pour le développement sur les questions des droits de l’homme, de l’état de droit et du développement en Sierra Leone. Elle collabore également avec les institutions des Nations Unies dans la lutte contre le virus Ebola.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L’organisation a favorisé la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce :

- À la mise sur pied d’équipes de suivi scolaire et de sensibilisation dans le district de Bombali pour surveiller et demander des comptes aux débiteurs de l’obligation de protection des droits des enfants et de la fourniture de services d’éducation de base;
- Au lancement de son projet de surveillance communautaire pour la prestation de services de santé responsables dans le district de Kono, en vue d’améliorer l’accès et la qualité des services de soins de santé; et
- Au suivi des politiques de la gratuité des soins de santé et de l’éducation de base.

## **13. New Seminary**

### **Statut consultatif spécial : 2003**

#### **Introduction**

New Seminary est un organisme sans but lucratif constitué en vertu des lignes directrices du Conseil d’administration de l’Université de New York aux États-Unis d’Amérique. L’organisation a formé et ordonné près de 3 000 ministres interconfessionnels.

### **Objectifs et mission**

New Seminary s'emploie à aider les individus et les communautés à approfondir leur compréhension de leurs expressions de la foi; à ordonner et à former les ministres interconfessionnels pour servir de messagers de la paix, de la tolérance et de la compréhension; à promouvoir l'éducation interconfessionnelle comme un moyen favorisant le règlement des conflits mondiaux et la tolérance; et à parrainer des programmes axés sur les valeurs morales communes et les préoccupations de la communauté partagées par la plupart des traditions religieuses et culturelles.

### **Changements à signaler**

L'organisation a ouvert un nouveau bureau dans le Maryland aux États-Unis, où des diplômes d'études supérieures sont proposés.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L'organisation a contribué aux activités des Nations Unies par la formation et l'ordination de ministres chaque année en tant que messagers, et par la promotion d'une approche interconfessionnelle comme un outil favorisant le règlement des conflits mondiaux, l'égalité et l'harmonie. L'organisation a tenu plusieurs forums communautaires à travers le pays et dans certaines prisons où le message interconfessionnel a été présenté. Elle a participé aux programmes et aux efforts du Comité des Nations Unies sur les valeurs spirituelles et les préoccupations mondiales et de la Commission de la condition de la femme.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Des représentants ont pris part aux sessions de la Commission de la condition de la femme en 2012 et 2013, et à la Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle, organisée en 2013, en proposant des programmes de bénévolat.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

New Seminary continue de proposer à ses étudiants, son personnel et ses anciens étudiants de servir de bénévoles auprès de la communauté générale des Nations Unies pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement n° 8.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a favorisé la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 1 en proposant des cours sur la pauvreté dans le monde et des dialogues structurés pour permettre aux étudiants ministériels d'être des avocats et des pasteurs efficaces au profit des populations et des communautés pauvres. Pour réaliser l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3, elle a appuyé des programmes tels que les cercles des femmes sacrées qu'elle a parrainées en 2012 et 2013 dans le cadre de la Commission de la condition de la femme. De plus, l'organisation demande régulièrement à ses étudiants de se tenir informés des objectifs du Millénaire pour le développement et de travailler avec les organisations et les programmes communautaires qui les soutiennent.

## **14. Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel (Section de l'Inde du Sud)**

**Statut consultatif spécial : 2007**

### **Introduction**

L'Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel a été créée en octobre 1961 au Japon. Ses activités se sont étendues à l'Inde du Sud en 1985. L'organisation compte actuellement 66 sections avec plus de 4 000 membres.

### **Objectifs et mission**

L'organisation contribue au développement écologiquement durable de l'humanité à travers une approche holistique mettant en avant la corrélation entre l'agriculture, l'intégrité écologique et l'esprit humain. Aussi, des programmes axés sur l'expérience sont-ils mis en œuvre pour transmettre des connaissances et des compétences et cultiver des qualités spirituelles telles que le dévouement et l'autonomie.

### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

### **Contribution à des activités des Nations Unies**

À travers des séminaires, des cours et des conférences nationales et internationales, l'organisation diffuse les messages des Nations Unies dans le sud de l'Inde, où vivent près de 233 millions de personnes.

### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Aucune information fournie.

### **Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

Au cours de la période considérée, l'organisation a collaboré avec le Programme alimentaire mondial pour mettre en œuvre des projets d'eau potable dans divers établissements d'enseignement dans le sud de l'Inde.

### **Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a mené plusieurs initiatives :

- Children's Forest Programme, qui, grâce à des cours de sensibilisation à l'importance de la plantation d'arbres, permet de planter environ 100 000 jeunes arbres chaque année, avec la participation de 75 000 étudiants. Un projet analogue est actuellement mis en œuvre à Karnataka en Inde;
- Toshiba Forest de JSS Institutions à Mysore, qui a été mis en œuvre avec succès dans dix établissements d'enseignement sélectionnés de JSS Mahavidya Peetha à Mysore, en Inde; et

- Programme de bourses pour les étudiantes : dans le cadre du Children’s Forest Programme, l’organisation a distribué des bourses d’études pour aider les étudiantes pauvres qui excellent dans leurs études.

## **15. Plateforme européenne des femmes d’Irlande du Nord**

### **Statut consultatif spécial : 1999**

#### **Introduction**

La Plateforme européenne des femmes d’Irlande du Nord est une organisation générale pour les groupes et les organisations de femmes engagés en faveur de l’égalité des sexes et d’une Irlande du Nord où l’égalité existe entre les femmes et les hommes.

#### **Objectifs et mission**

L’organisation s’emploie à refléter la position des femmes en Irlande du Nord en veillant à ce qu’elle soit représentée dans les normes et les mécanismes nationaux et internationaux; à demander des comptes au gouvernement sur les actions en faveur de l’égalité; et à informer et à partager les instruments et mécanismes internationaux avec les femmes pour les aider dans leur travail pour la réalisation de l’égalité.

#### **Changements à signaler**

Pas de changement à signaler.

#### **Contribution à des activités des Nations Unies**

L’organisation a contribué aux activités des Nations Unies, notamment en :

- Représentant l’Irlande du Nord parmi les organisations du Royaume-Uni nommées au Lobby européen des femmes;
- Préparant un rapport parallèle pour la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes;
- Élaborant un programme pour encourager les jeunes femmes qui ne sont pas impliquées dans la décision politique; et
- Promouvant et en élaborant des programmes de formation visant à promouvoir l’Organisation des Nations Unies et ses mécanismes pour remédier aux inégalités entre les sexes, notamment la résolution 1225 du Conseil de sécurité.

#### **Participation à des réunions organisées par les Nations Unies**

Des représentants ont assisté aux cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York en 2011, 2012, 2013 et 2014, respectivement. L’organisation a conduit des manifestations parallèles, soumis des publications et fait des déclarations au cours de ces sessions.

**Coopération avec des entités du système des Nations Unies**

L'organisation a participé à la Journée internationale de la femme en collaborant avec des groupes et des organisations de femmes en Irlande du Nord. Elle a également participé à la Semaine de droits de l'homme.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement**

L'organisation a formé des femmes participant à la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, ainsi que le Gouvernement d'Irlande du Nord en 2014, au moyen de présentations visuelles et d'un manuel de formation.

---